Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse
Band: 14 (1934)
Heft: 1

Buchbesprechung

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Miszellen — Miscelles.

Zur Geschichte Rätiens.

RICHARD HEUBERGER, *Rätien im Altertum und Frühmittelalter. — Forschungen und Darstellungen.* Bd. I. Schlern-Schriften, Veröffentlichungen zur Landeskunde von Südtirol, herausgegeben von R. v. Klebelsberg, 20. — Innsbruck, Universitäts-Verlag Wagner, 1932. XIII + 428 p., 4 Pl., 3 Cartes.

Il n'est pas possible de donner un compte rendu fidèle et détaillé d'un ouvrage aussi riche et divers que celui de M. Richard Heuberger sans entrer dans de longs développements incompatibles avec la place dont dispose notre *Revue* pour sa bibliographie. On se contentera donc d'indiquer ici dans quelle mesure las recherches consciencieuses de M. Heuberger peuvent intéresser l'histoire de la Suisse et les grands services qu'elles lui rendent.

L'auteur s'est proposé de retracer l'histoire de la région rhétique, surtout de la contrée des Alpes de Rhétie pour la période qui s'étend du 1er siècle av. J. C. au 8me siècle après J. C. Il a conçu son travail comme une suite d'études sur les origines, les destinées, les conditions particulières et la disparition de la province romaine de Rhétie. Dans un domaine où les textes sont rares et leur interprétation délicate, il n'a pas pu s'en tenir à un exposé général des résultats toujours hypothétiques que donne une enquête scientifique, même si elle se propose d'épuiser le sujet. Il a procédé lui-même à un examen minutieux des documents, sources écrites et vestiges archéologiques; il a discuté les solutions déjà présentées par ses prédécesseurs, surtout par les archéologues et les historiens de langue allemande; puis il énonce ses propositions personnelles et, lorsqu'il croit pouvoir le faire, il déduit des conclusions de portée générale qui sortent des cadres de l'histoire locale.

Le livre de M. Heuberger mérite d'être retenu comme une contribution désormais fondamentale pour l'histoire des origines de la Suisse orientale, non seulement par la somme des renseignements qu'il fournit, par sa manière à la fois large et précise de traiter les problèmes de la géographie historique et ceux de la transmission des institutions et de la culture romaines au moyen âge, en produisant tous les textes et en les éclairant d'une vaste exégèse bibliographique et historique, mais aussi par les discussions qu'il engage et les hypothèses qu'il défend. C'est donc un guide indispensable pour l'érudit qui veut pénétrer dans le dédale des ori-

gines rhétiques soit par souci d'information locale soit pour en tirer un enseignement utile à l'histoire générale. C'est aussi une oeuvre de discussion dont on ne saurait admettre en bloc toutes les propositions, mais qui affirmera dans l'avenir sa valeur par les nouvelles recherches qu'à son tour elle ne manquera pas de provoquer.

Le premier volume de M. Heuberger ordonne sa matière à la fois chronologiquement, géographiquement et systématiquement. Tout d'abord une partie générale qui comprend huit chapitres. Les deux premiers chapitres traitent des peuples vindéliciens et rhétiques, de leurs origines historiques et de leur situation géographique. Puis M. Heuberger décrit, à partir du 1er siècle av. J. C., la pénétration romaine dans le pays des Rhètes et Vindéliciens, organisé avant l'année 20 de notre ère en une province qui porte le nom de *Raetia*. Séparée, après Claude, de la *Vallis Poenina,* la Rhétie étend au nord, sous Vespasien et ses successeurs, son *limes* sur la rive gauche du Danube. Dès le début du 4me siècle, l'organisation dioclétienne puis constantinienne de l'Empire compte deux provinces rhétiques, la *Raetia Ia*, chef-lieu *Curia,* Coire, la *Raetia IIa*, chef-lieu *Augusta Vindelicum,* Augsbourg.

Après avoir expliqué les conditions dans lesquelles se poursuit la romanisation de cette province, ou de ces deux provinces, M. Heuberger consacre son quatrième chapitre aux frontières provinciales romaines et à celles du moyen âge. Contrairement à ce qui est généralement admis pour d'autres provinces, il démontre qu'en Rhétie les évêchés et les comtés du moyen âge n'ont pas respecté les limites administratives romaines, mais qu'elles ont subi de profonds remaniements au moment des invasions germaniques et de l'occupation franque.

Continuant ses recherches de géographie administrative et les étendant au domaine des institutions, l'auteur groupe dans son cinquième chapitre les renseignements relatifs aux établissements urbains dans les deux Rhéties et aux territoires qui dépendent des *civitates, vici* et *castella.* Il s'attache surtout aux localités qui, selon lui, ont reçu une organisation municipale romaine, *Augusta Vindelicum,* Augsbourg, *Cambodunum,* Kempten, *Brigantium,* Bregenz, *Curia,* Coire.

Le sixième chapitre intéresse très particulièrement l'histoire suisse; bien qu'il n'ait pas toujours réussi, ce qui était d'ailleurs impossible, à sortir des affirmations toujours discutables et des hypothèses, il retrace les destinées des régions alpestres de la Rhétie à l'époque des invasions germaniques et à celle des Mérovingiens et des Carolingiens. M. Heuberger admet que, dans la plaine entre l'Iller et l'Inn les incursions das Alamans et d'autres Germains ont fait disparaître la culture romaine à la fin du 4me et au début du 5me siècle. Dans les vallées au sud et au nord du Brenner les Bavarois s'installent un siècle plus tard; la Rhétie alpine, même la région de Coire, n'échappent pas aux courses et à la prise de possession des Alamans au 5me siècle; mais à la fin du 5me et au début du 6me siècle toute la partie

montagneuse de la *Raetia Ia* et la *Raetia IIa* au sud de la ligne Hirschensprung - Montlingen, soit la Rhétie de Coire, ont été incorporées au royaume d'Italie reconstitué par Théodoric et les Ostrogoths. Reprenant une hypothèse de Schnetz, M. Heuberger identifie *Théodoricopolis* du Géographe de Ravenne avec Coire; dans le système défensif de l'Italie ostrogothique, ce qui reste des deux Rhéties forme une marche avancée; les Ostrogoths ne s'établissent pas dans le pays, mais les Francs s'emparent de la *Raetia Curiensis* vers 539; ils lui conservent une administration particulière jusqu'à l'époque carolingienne et ce n'est qu'en 916 que la Rhétie de Coire fait partie du duché d'Alamannie. Ainsi la haute vallée du Rhin, l'Engadine, le Vintschgau demeurent, à l'abri d'une occupation germanique dense, des terres de culture latine. C'est la région de Coire qui garde le nom de Rhétie et qui le transmet aux comtés de Haute et de Basse Rhétie.

Si dans ses grandes lignes cette explication du maintien de la culture et des institutions romaines dans la Rhétie de Coire apparait comme fondée historiquement, d'autres interprétations des textes nous semblent pouvoir être encore admises en ce qui concerne l'époque de la prise de possession des régions helvétiques pas les Alamans, les frontières de l'Italie de Théodoric et la conquête franque.

Les deux derniers chapitres de la partie générale considèrent plus particulièrement le peuple des Bréoniens, dans la vallée tyrolienne de l'Inn et l'évêché de Säben-Brixen jusqu'au 10me siècle.

Malgré le caractère d'études critiques de ces huit chapitres, M. Heuberger n'a pas voulu alourdir son exposé; il a donc renvoyé les discussions de détail et les monographies relatives à des questions spéciales à une deuxième partie de son livre qui contient quarante trois « Einzelausführungen ». Plusieurs de ces notes, qui complètent les démonstrations précédentes, sont autant d'éclaircissements relatifs aux origines de la Suisse orientale. notamment à celles de l'Engadine, du Valais et du Tessin, à l'installation des Alamans dans la Suisse et le Vorarlberg, à la Rhétie de Coire à l'époque de Charlemagne.

De copieuses adjonctions et rectifications terminent ce premier volume, qu'un autre doit encore suivre. M. Heuberger annonce que ce nouveau livre dégagera les idées générales de ses laborieuses recherches et permettra de les utiliser avec plus de facilité, grâce à des tables; il sera plus spécialement consacré à la colonisation, à la culture, aux institutions militaires, et à l'évêché de Coire.

Nous pouvons donc être reconnaissants à M. Heuberger d'avoir mis ses amples connaissances au service de recherches qui intéressent à la fois notre pays et l'héritage de Rome dans une région qui en a si fortement conservé l'empreinte.

Genève. Paul E. Martin.

Heinrich Dietze, *Rätien und seine germanische Umwelt in der Zeit von 450 bis auf Karl d. Gr. unter besonderer Berücksichtigung Churrätiens.* Inauguraldissertation Würzburg. Druck von Chr. Schack A. G., Frankfurt a. M.-Fechenheim. 1931. 8⁰. XXVIII u. 450 S. Mit drei Kartenbeilagen. In Leinen gebunden.

Zunächst eine persönliche Bemerkung. Eine Arbeit anzuzeigen und zu bewerten, die das Gegenstück zu einer eigenen Veröffentlichung bildet, ist stets mißlich. Kann doch ein abfälliges Urteil in einem solchen Fall leicht mißdeutet werden. Als Verfasser eines im Erscheinen begriffenen Werkes über das antike und frühmittelalterliche Rätien entschloß ich mich daher nur zögernd und bloß um der Sache willen, die Besprechung von D.s Buch zu übernehmen.

Die Entwicklung, die aus dem römischen Rätien das eigenartige Churrätien herauswachsen ließ, wird allzeit den Blick des Forschers anziehen. P. C. Planta suchte sie 1872 in seinem bekannten Buch « Das alte Raetien » zu erfassen und darzustellen, indem er mit der Schilderung der urzeitlichen Verhältnisse begann und des weitern vor allem von den innern, namentlich den verfassungsrechtlichen Zuständen ausging. D. tritt nun an denselben Stoff mit grundsätzlich anderer Einstellung heran. Er setzt mit seiner Darstellung erst um das Jahr 450 ein und sucht das Werden Churrätiens in erster Reihe von der Seite der äußeren Beziehungen dieses Landes her zu begreifen, in dem er — anders als die meisten ältern Forscher — einen während der Merowingerzeit meist ziemlich oder ganz unabhängigen, keineswegs machtlosen, oligarchisch regierten Staat sieht. Diese im Vorwort (S. 1—3) ausgesprochene Grundeinstellung bestimmte Gedankengang und Form des gesamten Werkes.

Die Einleitung (hierzu Anmerkungen S. 18—36) bringt Angaben über die räumliche Ausdehnung des spätrömischen Rätien, des frühmittelalterlichen Churrätien und seiner Nachbargaue (S. 4—10), über die in der Notitia dignitatum genannten rätischen Grenzkastelle und Truppen sowie über die Lage Rätiens und der Maxima Sequanorum in der ersten Hälfte des 5. Jahrhunderts (S. 11—17).

Der erste Teil (hierzu Anmerkungen S. 57—78) schildert die Auflösung der römischen Herrschaft in Rätien. Dieser Vorgang vollzog sich nach D. folgendermaßen: Während der Jahre 450—454 wurde Rätien von seinen von Westrom zwar unterstützten, aber nicht mehr beherrschten Bewohnern selbständig gehalten (S. 37—39). Ebenso in der Zeit bis zur offiziellen Preisgabe der Donaulinie durch Odoaker (488). Angriffe der in die Maxima Sequanorum eingedrungenen Alamannen und anderer Germanen wurden dank der spätrömischen Verteidigungswerke abgewehrt (S. 39—54). Weder von Westrom noch von Odoaker mehr beherrscht, lenkte Rätien in die Bahn einer Sonderentwicklung ein. Seine Bevölkerung sah sich nicht durch Steuerdruck dazu gedrängt, Germanen herbei zu rufen. Seine Possessoren aber befanden sich, da sie die kaiserlichen Latifundien

an sich gerissen und keine Staatsbehörden mehr über sich hatten, in beherrschender Stellung. Sie nahmen Regierung und Verteidigung ihres Landes in die Hand (S. 54—56).

Der zweite Teil (hierzu Anmerkungen S. 102—126) behandelt Rätien unter der Herrschaft der Ostgoten (494—536). D. führt aus: Theoderich bemächtigte sich notgedrungen nach 494 staffelweise dieser Provinz. Er befestigte vermutlich die Iller-Donaulinie neu. Zur Erwerbung von Fiskalgütern kam es nicht, zur Ansiedlung von Goten wohl nur an der Reichsgrenze (S. 79—87). Die vor Chlodwig geflohenen Alamannen wurden in den ersten Jahren des 6. Jahrhunderts zwischen Iller und Lech sowie südlich des Bodensees angesiedelt. Dies beeinflußte die Entwicklung Churrätiens (S. 87—96). Nach Chlodwigs Alamannensieg gewann der Amaler auch die Maxima Sequanorum (S. 96—101).

Der dritte Teil (hierzu Anmerkungen S. 205—273) führt Rätien in Abhängigkeit vom Frankenreich vor. Es ergibt sich dabei nach D.: Rätien wurde 536 an die Franken abgetreten und daraufhin von ihnen gewaltsam unterworfen. 539—554 militärisch besetzt, litt dieses von flüchtigen italischen Possessoren aufgesuchte Land damals wiederholt unter Truppendurchzügen, behauptete aber seine Verfassung (S. 127—137). Aus Italien verdrängt (563), mußten die Austrasier Churrätien sich selbst und das alpine Osträtien (samt dem Vinschgau) den Byzantinern überlassen. Sie gewannen diese Landschaften zwar nach 570 wieder, verloren sie aber nach 575 neuerdings auf anderthalb Jahrzehnte. Churrätien war mithin von etwa 463 bis 490 mit einer kurzen Unterbrechung ganz oder nahezu unabhängig und darauf angewiesen, sich zwecks Selbsterhaltung fest zu einem Staat zusammenzuschließen (S. 138—147). Es wurde 575—590 mehrfach von fränkischen, gegen die Langobarden gesandten Heeren durchzogen, aber gleich dem alpinen Osträtien erst 590 von den damals aus Italien heimkehrenden Austrasiern erobert und von ihnen vermutlich bis 595 behauptet. Die wahrscheinlich 549—561 durchgeführte Verlegung des Bistums Vindonissa nach Konstanz löste die Bodenseegegend kirchlich von Churrätien. Dieses schloß sich in scharf empfundenem Gegensatz von dem größtenteils noch heidnischen Alamannien ab. Das Romanentum war zwar in Helvetien, nicht aber in der Bodenseelandschaft ausgetilgt worden (S. 148—172). Das Churer Hochstift blieb bis nach 842 dem Mailänder Erzstuhl unterstellt, war aber von ihm nahezu oder ganz unabhängig. Seine Vorsteher nahmen deshalb, und weil sie Viktoriden waren, eine mächtige Stellung ein. Bischof Viktor I. besuchte die Pariser Reichssynode von 614 bloß aus politischen Gründen (S. 172—177). Dieser Mann hatte anscheinend 590—595 durch Childebert II. die Ämter eines Bischofs und Präses erhalten, die sich von nun an im Viktoridenhaus vererbten. Die Merowinger kümmerten sich zu Beginn des 7. Jahrhunderts um die Bregenzer Gegend und den Thurgau. Dieser gehörte damals und vorher bald zu Burgund, bald zu Austrasien. Gleich Alamannien und Bayern befand sich zweifellos auch Churrätien in

starker Abhängigkeit von Chlothar II. und Dagobert I. Dem Alamannenherzog unterstand es jedoch damals nicht. Der churrätische Staat wahrte zu dieser Zeit durch Gesetze gegen Heidentum und Ehen zwischen Römern und Barbaren seine Eigenart und den Vorteil seiner Possessoren. Auch zwang er eingewanderte Alamannen, ihr Volksrecht aufzugeben. Viktor I. trat durch sein Vorgehen gegen St. Placidus und Disentis (630) einer Ausdehnung des fränkischen Einflusses entgegen. Der Langobardeneinbruch hatte Grundbesitzer von Italien nach Churrätien getrieben. Beziehungen zwischen diesem Land und dem Reich von Pavia entwickelten sich nicht (S. 177—204).

Der vierte Teil (hierzu Anmerkungen S. 307—332) stellt die Zeit der Unabhängigkeit Churrätiens vom Frankenreich von Dagoberts I. Tod (639) bis zum Ausgang Pippins des Mittleren (715) dar. D. gelangt dabei zu folgenden Ergebnissen: Gleich den östlichen Stammesherzogtümern machte sich nach Dagoberts I. Tod unzweifelhaft auch Churrätien von den Franken unabhängig. Es näherte sich zugleich dem christlich werdenden Alamannien. Hierbei erwarben die Viktoriden die Bregenzer Grafenwürde als Erbbesitz, während andrerseits zur Zeit des Avarenvorstoßes nach Disentis (670) der Alamanne Ruthard Bischof von Chur wurde. Damals berührten Fehden der fränkischen Teilreiche, später aber Feldzüge Pippins des Mittleren gegen Alamannien den Thurgau. Churrätien blieb auch jetzt noch unabhängig und in guten Beziehungen zu Alamannien. Viktor II. (III.) heiratete bezeichnenderweise Teusinda, jedenfalls eine vornehme Alamannin (S. 274—288). Die Bayern, die zwischen 564 und 587, das Romanentum schonend, bis über den Brenner vorgedrungen waren, bemächtigten sich wohl nach 595 der bis dahin zu Churrätien und bis in die Neuzeit zum Bistum Chur gehörigen Täler Unterengadin und Vinschgau. Das nachweislich 717—720 von ihnen beherrschte Unterengadin besiedelten sie überhaupt nicht. Auch in den Vinschgau, der von 717—768 bald im Besitz der Bayern, bald in dem der Langobarden war, kamen vermutlich nur herzogliche Krongutsbeamte und Grenztruppen der Bayern (S. 289—306).

Der fünfte Teil (hierzu Anmerkungen S. 383—421) beschäftigt sich mit der Zeit der wiederbeginnenden Abhängigkeit Churrätiens vom Frankenreich (717—768). D. legt dar: Karl Martell, der erfolgreich gegen Alamannien und Bayern vorging, warb 717 durch Wiederherstellung von Disentis um die Stimmung Churrätiens und sicherte sich 724 neuerlich dessen wohlwollende Neutralität. Präses Viktors II. (III.) gewiß erst nach 732 unternommener Anschlag auf St. Gallen zeigt Churrätiens Abschwenken zu den Franken. Diesem folgte nach 743 der völlige Anschluß an das Frankenreich. Wie aus der um 750 aufgezeichneten Lex Romana Curiensis ersichtlich, erwarb der Frankenkönig in Churrätien, in dem seine Stellung jetzt beherrschend war, Vasallen und Krongut; und zwar erstere durch Eintritt churrätischer Principes in die königliche Vasallität, letzteres durch

umfassende Einziehung von Kirchengut. Karl Martell hatte dies vorbereitet und den Ausländer Baldebert (735—754) zum Bischof von Chur ernannt. An die Säkularisation wagte sich aber erst Pippin. Im übrigen behandelten die Franken Churrätien schonend und ließen ihm vorderhand auch seine inhaltlos gewordene Verfassung. Tello, der letzte viktoridische Präses und Churer Bischof, war — anders als sein ihm verwandter Vorgänger Ursicinus (754—758) — den Franken gefügig. Sein Erscheinen auf der Synode von Attigny (um 762) offenbarte seine Abhängigkeit von ihnen. Sein Testament beleuchtet die damaligen Zustände in Churrätien und beweist namentlich, daß die Stellung des Präses der eines Stammesherzogs ähnelte. Tello versuchte anscheinend, wenn auch vergeblich, St. Gallen seinem Bistum einzufügen (S. 333—366). Die Lex Romana Curiensis zeigt den Princeps, d. h. den Präses, und die Principes, mit denen wohl die hochadeligen Leiter der Ministerien gemeint sind, in mächtiger Stellung; ebenso die unter den Principes stehenden altae personae oder potentes und die diesen entnommenen iudices provinciales. Der Zusammenhang mit dem Altertum tritt besonders im Fortleben der Kurialen zutage (S. 367—382).

Der Schluß (hierzu Anmerkungen S. 434—446) geht auf die Verfassungsänderungen Karls d. Gr. in Churrätien und ihre Folgen für die weitere politische und nationale Entwicklung des Landes ein. D. bespricht hier Karls d. G. Schutzbrief für Churrätien, die Einführung der Grafschaftsverfassung in diesem Land, das Verhalten des fränkischen Staates gegenüber dem Bistum Chur unter Ludwig d. Fr. und das Vordringen des Deutschtums auf churrätischem Boden (S. 422—433). Endlich behandelt D. in einem Exkurs das Geschlecht der Viktoriden (S. 447—450). Farbige Kartenbeilagen veranschaulichen das römische und ostgotische Rätien, Churrätien und die ihm benachbarten germanischen Gebiete, die römischen bzw. churrätischen Befestigungen zwischen Zürcher- und Walensee und im Seeztal, die byzantinische Provinz Raetia secunda und die Grenzgebirge Churrätiens.

Das Gesagte dürfte zwar nur unvollkommen, aber doch hinreichend über D.s Buch unterrichten. Wie ist dieses nun wissenschaftlich zu bewerten? Schon das Verzeichnis der benützten Quellen und Fachschriften (S. V—XXV) zeigt den erstaunlichen Fleiß des Verfassers, und wenn man das Werk selbst durchliest, so steigert sich noch die Achtung vor der vollbrachten Arbeitsleistung. Allein trotz allem muß das Urteil über das Buch leider durchaus ablehnend ausfallen.

Über Rätien und Churrätien berichten nur wenige Quellen. Auch ist deren Entstehungszeit, Bedeutung und Glaubwürdigkeit teilweise umstritten. D. hätte also vor allem sämtliche Erkenntnismittel auszuwerten und alle einschlägigen quellenkundlichen Fragen eingehend zu erörtern gehabt. Dies hat er indes keineswegs getan. Einige Beispiele mögen dies zeigen. Die Notitia dignitatum gibt z. T. den Zustand des 4. Jahrhunderts wieder. D. untersucht aber gar nicht, ob dies nicht etwa auch für deren auf Rätien

bezügliche Angaben gilt (vgl. S. 11, S. 28, A. 140). Inschriften lehren, wo die Nordgrenze des römischen Italien Tirol durchquerte. D. kennt aber als einziges einschlägiges Zeugnis bloß einen auf die Feste Verruca (Dos Trento) bezüglichen Bericht (richtig Erlaß) aus Theoderichs Zeit (S. 5). Die verschiedenen Ansichten über Bedeutung und Entstehungszeit des für die Geschichte Churrätiens so wichtigen frühmittelalterlichen Urbars gibt D. ohne eigene Stellungnahme wieder (S. 22, A. 62), wobei er noch dazu E. Mayers diesbezügliche Äußerung (in dieser Zeitschrift 8, S. 386—394) übergeht, obgleich er sie laut Literaturverzeichnis kannte. Demgemäß läßt er es denn auch meist unentschieden, ob diese Aufzeichnung ins 9. oder ins 10. Jahrhundert gehöre (z. B. S. 6, S. 443, A. 73), während er sie andernorts mit Bestimmtheit der Zeit Ludwigs d. Fr. zuweist (z. B. S. 397, A. 106, S. 440, A. 53). Mit der umstrittenen Frage nach Heimat und Entstehungszeit einer seiner Hauptquellen, der Lex Romana Curiensis, setzt sich D. gar nicht auseinander. Er beschränkt sich vielmehr darauf, in sehr unzureichender Weise das einschlägige Schrifttum zu verzeichnen und sich ohne selbständige Begründung Zeumers Ansicht über die Lex anzuschließen (S. 391, A. 67). Der Einwände gegen die Echtheit des für die Geschichte Churrätiens so wichtigen Tellotestaments gedenkt D. mit keinem Wort. Ob und inwieweit die abgeleiteten Nachrichten über die Anfänge des Klosters Disentis Glauben verdienen, untersucht er überhaupt nicht. Er gibt sich damit zufrieden, diese für ihn so wichtigen Quellen unter Berufung auf das Urteil anderer für durchaus glaubwürdig zu erklären (S. 261 f., A. 437, 438), obgleich er selbst in ihnen Widersprüche und irrige Angaben feststellen muß (S. 262, A. 440, S. 383, A. 2). Diese Beispiele ließen sich beliebig vermehren.

Wer sich mit quellenkundlichen Fragen so abfindet wie D., wird leicht Zeugnisse verschiedensten Wertes unterschiedslos nebeneinanderstellen und unverläßliche Nachrichten unbedenklich verwerten. Belege für ein derartiges Verfahren finden sich in der Tat in allen Teilen des in Rede stehenden Werkes. Man lese nur — um bloß e i n Beispiel unter unendlich vielen anzuführen — den Exkurs (S. 447—450), in dem Angaben des Tellotestamentes, der zwei bekannten Churer Grabplatten, der fragwürdigen Disentiser Quellen, des Churer Bischofsverzeichnisses aus dem ausgehenden 14. Jahrhundert, einer aus dem Ende des 15. Jahrhunderts stammenden Inschrift von Cazis und der frühneuzeitlichen Bündner Geschichtsschreiber so benützt sind, als wären sie durchaus gleichwertig. D. baut denn auch seine Darstellung großenteils auf einer ganz haltlosen Grundlage auf. Auch hiefür nur e i n Beispiel. Nach den Disentiser Quellen und den neuzeitlichen Bündner Chronisten waren mehrere Viktoriden im 7. und 8. Jahrhundert Grafen von Bregenz (vgl. S. 449). Diese Behauptung erscheint schon deshalb als unglaubhaft, weil die großen Alamannengaue unseres Wissens erst im späteren 8. Jahrhundert in Grafschaften geteilt wurden. Von D. wird sie aber nicht bezweifelt. Er ent-

wickelt vielmehr, auf sie gestützt, die seltsame Ansicht, die Bregenzer Grafenwürde, die nicht als rein alamannisches Amt aufgefaßt werden dürfe, sei nach Dagoberts I. Tod ein für allemal kraft eines die Annäherung Churrätiens an Alamannien bekundenden Übereinkommens ein Erbbesitz der Viktoriden geworden (S. 275—279). Ja D. scheut nicht einmal davor zurück, ein als handgreifliche Fälschung erwiesenes Schriftstück, wie den angeblichen der Flucht römischer Adeliger nach Vindelikien (!) und Rätien gedenkenden Brief Justinians ohne jede zureichende Begründung in Schutz zu nehmen (S. 213, A. 54) und als Quelle zu verwerten (z. B. S. 135). In diesen und andern Fällen haben freilich ältere Forscher dieselben Fehler begangen wie D. Aber was seinerzeit entschuldbar war, ist es heute nicht mehr. Wohl am meisten Unheil hat aber D.s Stellung zu den Quellen — außer bei der vertrauensvollen Benützung der abgeleiteten Disentiser Nachrichten — bei der Verwendung der Lex Romana Curiensis angerichtet. D. hat das eigentliche Wesen dieses Gesetzbuches völlig verkannt. Er benützt dessen einzelne Bestimmungen daher unbedenklich dazu, weitgehende Schlüsse auf die innen- und außenpolitische Lage Churrätiens in ganz bestimmten Zeitpunkten zu ziehen. Einen Begriff davon, wie er dabei verfährt, geben z. B. seine Ausführungen über die gegen das Heidentum und Ehen zwischen Römern und Barbaren gerichteten Bestimmungen der Lex (S. 189—194, 344 f.).

D. neigt überdies vielfach dazu, einzelne Quellenaussagen gewaltsam und weitgehend auszudeuten. Wie weit er in dieser Hinsicht zu gehen wagt, zeige etwa folgender Fall. Aus der (in Wahrheit übrigens wohl auf italisches Gebiet bezüglichen) Angabe Gregors von Tours (10, 3), die Krieger Childeberts II. hätten 590 alles Land unterworfen, quod pater eius prius habuerat, könnte nach D. auf bereits im 6. Jahrhundert in Rätien vorhandenes fränkisches Krongut geschlossen werden (S. 254, A. 376). Daraufhin betrachtet es dann D. als gewiß, daß jener König 590 den Vinschgau großenteils als Krongut erworben habe (S. 293). Besonders überrascht es endlich, wenn sich D. zugunsten seiner Behauptung, bayrische Siedler hätten sich gegen 600 nur mit Erlaubnis des Frankenkönigs in diesem Tal niederlassen können, auf Lex Salica 14, 4 beruft (S. 322, A. 139).

Wie mit den Quellen, so verfährt D. gelegentlich auch mit dem Fachschrifttum. Gerade an den entscheidenden Stellen fehlt manchmal eine Berücksichtigung wichtiger, D. bekannter Veröffentlichungen; so S. 106 f., A. 38 eine solche der im Literaturverzeichnis angeführten Abhandlung Zeiss' über die Nordgrenze des italischen Ostogotenreiches. Schlimmer als dies ist es ferner, daß D. meist — so etwa S. 213, A. 54 — zwischen längst überholten und noch heute giltigen Ansichten sowie zwischen den Meinungen fachlich ungeschulter Männer und denen ernster Forscher keinen Wertunterschied macht. Noch schädlicher wirkt es endlich, wenn er ernst zu nehmende, von seiner Auffassung abweichende Ansichten unerwähnt läßt oder sie einfach ohne den Versuch einer Widerlegung bloß nebenher anführt.

In dieser Weise verfährt er z. B. mit der heute herrschenden Annahme, das Kastell Teriolis sei nächst Zirl zu suchen (vgl. S. 12), bzw. mit der Meinung, das Bistum Vindonissa sei nach Aventicum verlegt worden (vgl. S. 231, A. 194, S. 237, A. 248). Gelegentlich hat übrigens D. sogar infolge unzulänglicher Benützung des Schrifttums den wahren Stand der Forschung ganz verkannt. So weiß er nicht, daß man die rätisch-italische Grenze des Altertums Tirol allgemein in der Gegend von Klausen und Meran queren läßt (vgl. S. 5), daß das ganze Pustertal nach der neuerdings als unzweifelhaft richtig erwiesenen Annahme mancher Forscher zu Norikum gehörte (vgl. S. 5) und daß Aguntum nicht bei Innichen, sondern bei Lienz lag (vgl. z. B. S. 20, A. 37).

Zu all dem kommt noch, daß D. immer wieder danach strebt, Dinge zu ermitteln, die sich wegen Quellenmangels schlechterdings nicht feststellen lassen; so vor allem das jeweilige Verhältnis Churrätiens zu Alamannien und zum Frankenreich, und daß er deshalb häufig genug aus einzelnen, zufällig überlieferten, politisch sicher belanglosen Vorfällen weitgehende Schlüsse zieht. Man lese etwa, was er aus Viktors II. (III.) Anschlag auf die Reliquien des heiligen Gallus folgert (S. 335—339). Andrerseits deutet er seinen vorgefaßten Meinungen widerstreitende Nachrichten gelegentlich ohne weiteres gewaltsam um. So soll die von ihm für glaubwürdig gehaltene Meldung, Karl Martell habe Churrätien 724 wieder zum Gehorsam gebracht, nur besagen, daß sich der Arnulfinger damals der wohlwollenden Neutralität des Landes versichert habe (S. 335). Nicht selten arbeitet aber D. geradezu ohne jeden Quellenbeleg mit reiner Konstruktion; so bei Schilderung der Rolle, die die rätischen Possessoren im 5. Jahrhundert gespielt haben sollen (S. 55 f.). Bei Behandlung quellenarmer Zeiten muß gewiß jeder Forscher zu Hilfsannahmen greifen und gelegentlich mit subjektiver Willkür vorgehen. Bei D. überschreitet die Anwendung dieses Verfahrens jedoch zweifellos weit das zulässige Maß. Außerdem treten bei D. noch verschiedentlich gewisse, dem Anfänger verzeihliche, für seine Beweisführung aber verhängnisvolle Mängel an Vorkenntnissen hervor, namentlich auf rechts- und verfassungsgeschichtlichem Gebiet. Beweise hierfür liefern besonders seine Ausführungen über die Lex Romana Curiensis an mehr als e i n e r Stelle. Ein starkes Stück ist es auch, wenn D. (S. 82) den in Cassiodors Varien mehrfach genannten hohen Beamten, an den Theoderichs auf die Besatzung der Augustanae clusurae bezüglicher Erlaß (Variae 2, 5) gerichtet ist, als « einen gewissen praefectus praetorio Faustus » bezeichnet — S. 105, A. 30 wird übrigens irrig « praeposito » statt « praefecto praetorio » gelesen — und diesen Mann für den « allem Anschein nach römischen (romanischen) Befehlshaber » jener Grenzsperre erklärt, der gleich seinen Soldaten zu den in Nordtirol ansässigen Breonen gehört habe. Unzulängliche Kenntnis des römisch-frühmittelalterlichen Sprachgebrauchs offenbart sich endlich z. B. darin, daß D. sagt, die Gegenüberstellung von Romanus und barbarus in der gegen Mischehen

gerichteten Bestimmung der Lex Romana Curiensis — diese Satzung stammt übrigens, wie D. selbst bemerkt (S. 190) aus der römischen Vorlage — zeige deutlich die ganze Schärfe des noch zu Beginn des 7. Jahrhunderts zwischen Churrätiern und Alamannen bestehenden Gegensatzes an (S. 193).

Wer das Gesagte überdenkt, das bloß eine kleine Auswahl an einschlägigen Beobachtungen bietet, wird erkennen, daß D.s Darlegungen großenteils weder quellenkritisch gesichert noch methodisch einwandfrei gearbeitet sind. Tatsächlich lassen sich auch gegen sie fast allerwärts im großen wie im kleinen Bedenken erheben. Um dies im einzelnen zu begründen, müßte man freilich ein ganzes Buch schreiben. Dies zu tun, ist aber wohl unnötig. Dürfte doch das bisher Ausgeführte zum Beweis für die Behauptung genügen, daß kein von den bisherigen Anschauungen abweichendes Ergebnis D.s ohne reifliche Nachprüfung als gesichert angenommen werden darf. Nur zwei Punkte seien noch besonders hervorgehoben: Schon der Umstand, daß Churrätien in den Quellen des 6.—8. Jahrhunderts im Gegensatz zu Alamannien, Bayern usw. nie als kriegführende, Bündnisse schließende oder sonst politisch tätige Macht oder als ein Land erscheint, das in der Politik des Franken- und Langobardenreiches ernsthaft berücksichtigt worden wäre, lehrt, wie recht man daran tat, es als ein Gebiet aufzufassen, das in jener Zeit außenpolitisch keine Rolle spielte und unter dem Schutz der Franken, wenn auch großenteils nur dem Namen nach von diesen abhängig, ein stilles Sonderdasein führte. D.s Versuch, die Raetia Curiensis als einen für die Außenwelt wichtigen, zielbewußt von seiner Oligarchie geleiteten souveränen Staat zu erweisen, dessen Verhältnis zum Frankenreich und seinen Teilgebieten sich von Fall zu Fall feststellen lasse, mußte daher scheitern. Daß er in der Tat nicht gelungen ist, dürfte wohl niemand bezweifeln, der D.s Beweisführung nachprüft. Ferner haben D.s Ausführungen m. E. wider den Willen ihres Verfassers neuerdings dargetan, daß sich eine außenpolitisch eingestellte Geschichte Churrätiens, wie sie D. bieten will, überhaupt nicht schreiben, daß sich die fränkische Raetia Curiensis vielmehr nur kultur-, verfassungs- und rechtsgeschichtlich behandeln läßt, so wie dies bisher geschehen ist; desgleichen, daß sich ein Fortschritt unserer einschlägigen Erkenntnis nicht im Rahmen einer weitausschauenden, einseitig gedachten und auf sorgfältige Erörterung aller Einzelfragen verzichtenden Darstellung, sondern bloß mit Hilfe gewissenhafter Sonderuntersuchungen gewinnen lassen dürfte, die sich zu einem allseitig gesehenen Gesamtbild zusammenschließen.

Müssen also D.s Einstellung, Arbeitsweise und Ergebnisse im wesentlichen abgelehnt werden, so wird doch niemand dem bewundernswerten Fleiß, der Leistungsfähigkeit, dem weiten Blick und der Gestaltungskraft dieses Mannes seine Anerkennung versagen. Hätte D. seine Aufgabe anders angefaßt und wäre er bei ihrer Lösung richtig beraten worden, so hätte er Großes und Dauerndes schaffen können. Aber auch so, wie es ist, besitzt sein Buch in mehr als e i n e r Hinsicht nicht geringen Wert. Es behandelt

in weitgespanntem Rahmen ein wichtiges Problem und strebt dabei mutig nach neuen Lösungen, es regt, indem es vielfach Bedenken oder Widerspruch weckt, die Forschung an — dies ist kein kleines Verdienst — und es bietet jedem, der sich über Quellen und Schrifttum zur Geschichte Rätiens und Churrätiens unterrichten will, eine reiche Fundgrube des Wissens. So hat D. trotz allem seine gewaltige Arbeit nicht umsonst getan.

Innsbruck. Richard Heuberger.

Ein Rückstand aus dem alten Zürichkrieg.

1464, August 6. (Hohentwiel?).

Hochgeborner her marggraf Wilhalm von Hochberg her zu Retlen und zu Swßenberg von sölicher schuld wegen so ir mir langzeit zu donn gewessen sind und noch sind dar umb ich ewr brieff und sigel in meinem gewolt han dar umb so sind ir wissen wan ir mich nit betzolt oder mit mir überkumend dar an ich ain benigen hann in dien nechsten acht tagen nach dato des brieffs so wil ich von ewch schreiben sagen und klagen das ir mir das mein ab erlogen und trogen hand und sölichs von ewch schreiben so weit ich mag und ewch aufschlachen hencken und mallen und fieren als einer der sein brief und sigel mir geben hatt und nit halt und das er ain vertzagter erlosser briefflosser und sigellosser und wiertt sey das er mit kainem piderman reden oder wandlen sol und wil das donn als lang und als fyl biß mir außrichtung von ewch beschicht und desterminder nit getencken wie ich betzolt wierd und nach ewrem leib und gutt understann nach meinem vermügen es sey heimlich oder offenlich wie es sich firo macht so wil ich ewch dan und rechtz halb nit schuldig sein me zu antwurtten und bedörfft ich kainerlay bewornung me wolt ich auch hann gedann mit disem meinem offen brieff der geben ist an mentag vor sant Lorentzen tag under Kaspers von Klingenbergs insigel im lxiiii jare.

Hans von Rechberg
von hochen Rechberg.

Beide Beteiligte sind gute Bekannte auch der schweizerischen Geschichte. Der Hochberger als Bevollmächtigter König (Kaiser) Friedrichs III. befehligte 1443 mit Rudolf Stüssi zusammen das österreichisch-zürcherische Bundesheer, zwar mehr zum Schaden der Zürcher, während umgekehrt der als habsburgischer Hauptmann und Vogt zu Laufenburg mit anwesende Hans von Rechberg über die gegnerischen Eidgenossen schweres Unheil brachte. Markgraf Wilhelm von Hochberg, Rötteln und Sausenberg war schon vordem ein Schulden gewöhnter Herr gewesen. Nach Verpfändungen und verschiedentlichem Verkauf von Besitzungen verzichtete er 1441 auf die Herrschaft ganz zu Gunsten seiner bevormundeten jungen Söhne und trat in den Dienst des habsburgischen Königs, der ihn zum Statthalter der österreichischen Vorderlande annahm. In jeder Beziehung überragte ihn, ebenso einsichtig wie schneidig, und persönlich von geradezu romanhafter

Aktivität und Kühnheit, der Rechberger. Er gehörte dem wohlbegüterten schwäbischen Herrengeschlecht an, dessen noch heute ziemlich erhaltene und sehr interessante Stammburg Hohenrechberg die nahe Nachbarin des Hohenstaufen ist. Zu Hans' Erfolgen für die Sache, der er 1444 diente, zählt das beschleunigte Heranrücken der Armagnaken. Vollends in der württembergischen Geschichte hat er das Andenken des vielerprobten Kriegsmanns und Kämpen des Grafenhauses hinterlassen. Im süddeutschen großen Städte- und Fürstenkrieg, 1449 f., brachen die Städte seine Burg Ramstein im Schwarzwald. Sie wurden aber bei der Friedensrichtung zu einer so ansehnlichen Entschädigung verpflichtet, daß Rechberg daraus seine große moderne Burg Schramberg unweit der im Schiltachtal zerstörten erbauen konnte. Vielleicht, daß das der Zeitpunkt war, der den Hochberger animierte zu der erfolgreichen Anleihe bei dem einstigen Waffengefährten. Denn die Begründung dieses vertraulicheren Verhältnisses wird doch wohl in der Zeit des Zürichkriegs vermutet werden können. So temperamentvoll, wie Rechberg seinen Mahnbrief abfertigt, der den « hochgebornen Herrn Markgrafen » mit der schimpfüblichen Anprangerung bedroht, so sorglos unkarg zeigen ihn der gewährte ungedeckte Pump und das langzeitige geduldige Warten, bis er dann 1464 sein ausgetanes Geld dringlich brauchte. Damals kam Eberhard von Klingenberg auf dem Hohentwiel — der 1300 bis 1538 klingenbergisch war — in Fehde mit dem Grafen Johann von Werdenberg, und in den sich bildenden Verbündungen hielt Hans Rechberg zu den klingenberger Brüdern, kam nun aber damit ins Widerpart zu seinem vormaligen Dienstherrn Ulrich von Württemberg, der mit dem St. Georgs-Schild zu dem Werdenberger, dessen Hauptmann, stand. Ulrichs Neffe Graf Eberhard (der spätere erste Herzog) rückte Anfang September vor die Veste Schramberg, wo sich Hans befand. Bei einem Streifzug außerhalb der Burg kam dieser mit den Gräflichen ins Gefecht und erhielt eine böse Pfeilwunde. An dieser ist er am 13. November 1464 gestorben, zu Villingen. Seinen drastischen Mahnbrief hat der Markgraf wohlbehalten ad acta getan, wie daraus hervorgeht, daß er mit den Archivalien der ausgestorbenen Hochberger Linie nachmals ins badische Generallandesarchiv zu Karlsruhe gelangt ist. Dort hatte ich vor geraumen Jahren die Erlaubnis, eine Abschrift zu nehmen.

Ermatingen. Ed. Heyck.